



CTP du 19 septembre 2019

Déclaration de la CGT Éduc'action Mayotte

Deux français sur trois sont opposés à la **réforme des retraites** que prépare le gouvernement et 93% d'entre eux refusent la baisse de leur pension. C'est pourtant ce qui est envisagé, avec le régime par points préconisé par Emmanuel Macron et construit par Jean-Paul Delevoye. L'entrée de ce dernier au gouvernement démontre d'ailleurs que c'est bien un projet Macron-Delevoye qui est en route avec, pour seul objectif, de nouvelles économies budgétaires sur « le dos » du monde du travail. Le Premier ministre annonce une période de consultations alors que, depuis 18 mois, l'ex haut-commissaire Delevoye a bâti un projet sans prendre en compte aucune des nombreuses propositions de la CGT.

Il est indispensable d'augmenter le financement des retraites pour, d'une part, améliorer les pensions de tous les travailleurs et travailleuses et, d'autre part, revenir à un âge légal de départ à 60 ans. On vit plus longtemps aujourd'hui parce qu'on travaille moins longtemps. Changer cette tendance conduirait à l'effet inverse.

La CGT a chiffré les financements nécessaires en s'appuyant, par exemple, sur ce constat : plus les salaires et les pensions stagnent ou baissent, plus les dividendes versés aux actionnaires augmentent. La relance de pseudos concertations, quelle qu'en soit la durée, dans la perspective d'échéances électorales à venir, sans volonté de changer radicalement le fond du rapport Delevoye, est inutile. Les questions essentielles sont en réalité, pour toutes et tous : « À quel âge je vais pouvoir partir et avec combien ? », « Combien d'années en bonne santé vais-je pouvoir espérer profiter de ma retraite ? ». Cette question fait particulièrement sens à Mayotte, où l'espérance de vie est largement moindre qu'ailleurs en France.

Notre système actuel par répartition doit, certes, être amélioré pour prendre en compte la diversité et l'évolution du monde du travail actuel mais à qui fera-t-on croire que ce qui a été créé à la Libération dans un pays ravagé et ruiné par la guerre devrait se traduire, aujourd'hui, par une régression sociale dans une des plus grandes puissances économiques du monde ? Ce qu'il faut, c'est un autre partage des richesses !

La CGT propose de renforcer la qualité des emplois, de garantir leur stabilité, d'améliorer le niveau des salaires et les conditions de travail. La retraite est bel et bien le reflet de la vie active.

La CGT exige des réponses immédiates sur des questions essentielles que le gouvernement se garde bien d'aborder :

- La mise en œuvre d'une politique volontariste d'égalité salariale entre les femmes et les hommes, améliorant la retraite des femmes.

- La validation de 3 années d'études, au moins, de formation initiale ou continue, de recherche du premier emploi ou période de précarité pour les jeunes.
- Le droit de travailler jusqu'à l'âge de la retraite.
- La reconnaissance de la pénibilité au travail, avec l'aménagement des fins de carrière et un droit à un départ anticipé à la retraite à taux plein à 55 ans, voire 50 ans pour les métiers les plus pénibles. C'est la garantie d'une espérance de vie en bonne santé pour toutes et tous.

D'ores et déjà, la CGT appelle l'ensemble des salariés, les retraités et les privés d'emploi à se mobiliser, dès le 24 septembre, pour imposer une amélioration des droits à la retraite de toutes et tous, pour qu'urgence sociale et urgence environnementale se conjuguent au présent.

Nous allons étudier aujourd'hui, à l'occasion de ce CTP les ajustements de rentrée. La CGT Éduc'action Mayotte souhaite revenir sur l'ensemble des **moyens accordés au département en matière d'éducation**. Ces moyens restent très insuffisants, tous les indicateurs le démontrent. Nous avons dénoncé la baisse des moyens en collège, avec pour conséquence des suppressions de division et donc l'augmentation des effectifs par classe. Mais le constat de cette rentrée est davantage alarmant encore car de nombreux élèves de 3^{ème} (voire de seconde) sans affectation sont affectés en urgence dans les collèges, au risque de les déstabiliser, sans aucune concertation avec les équipes pédagogiques. La CGT Éduc'action Mayotte s'étonne de ce manque d'anticipation.

La surpopulation dans les établissements scolaires, le manque de moyens matériels humains ainsi que la mise en place de réformes qui déstructurent les emplois du temps ne peuvent qu'accentuer la dégradation des conditions de travail et d'accueil et donc du climat scolaire. Nous constatons en ce début d'année une augmentation significative des incivilités et de la violence aux abords et dans les établissements mais aussi, fait inquiétant, dans les classes. Quand les pouvoirs publics prendront-ils réellement conscience de la situation ? Ce n'est pas d'affichage politique dont nous avons besoin, mais d'un véritable choc d'investissement public permettant notamment une augmentation du rythme des constructions scolaires (en privilégiant les petites structures), le recrutement de personnels dans toutes les catégories (et en particulier dans le domaine de la santé scolaire), des mesures d'attractivité afin de faire venir et de stabiliser davantage de titulaires, un plan de formation et de titularisation. Une autre politique est possible pour l'éducation à Mayotte ! Mais elle nécessite de vrais moyens.

Le **RIFSEEP** est également à l'ordre du jour de ce CTP. La CGT Éduc'action Mayotte s'en félicite mais s'interroge. Pourquoi ce régime indemnitaire n'a-t-il pas, jusqu'à présent fait l'objet d'une vraie concertation avec les organisations syndicales ? Nous demandons la plus grande transparence, la constitution d'un groupe de travail ainsi qu'une large information pour les personnels concernés.

La CGT Éduc'action demande enfin, de nouveau, l'attribution d'un **local syndical**, au même titre que d'autres organisations. Comment expliquer cette discrimination de fait à

l'égard de notre organisation, dont la représentativité, au regard des récentes élections professionnelles, ne fait aucun doute ?